

Comment vous situez vous sur l'échiquier politique ?

Comme nous l'avons toujours fait, **nous sommes en accord avec nos convictions, nos principes et nos idées, donc avec nous mêmes**, ce qui nous situe dans une totale **indépendance à l'égard de quiconque**.

Nous ne serons **pas une force d'opposition, mais de proposition**, comme nous l'avons prévu avant les élections, quelle que soit l'issue.

Cela signifie- il qu'après la campagne électorale que vous avez menée contre la majorité, vous deviendriez complaisant à son égard ?

Nous réagirons **sans aucune complaisance, ni obstruction systématique**.

N'ayant pas d' élu au conseil National, nous sommes d'autant plus libre d'avoir notre juste arbitre. Notre position lors des élections était claire : bien que conscient de la qualité et de la quantité de certains travaux accomplis par la majorité, nous étions **en désaccord sur « la manière » d'y parvenir**, qui ne correspondait pas aux valeurs pour lesquelles s'était engagée l'U.P.M en 2003. **Nous refusons de cautionner un système et des méthodes politiciennes**, notamment le clientélisme, que le Président exerçait, engageant toute sa majorité qui lui était solidaire.

Nous sommes maintenant dans une **nouvelle législature**, avec un nouveau programme et une équipe à moitié renouvelée ; il faut donc regarder **l'avenir et l'intérêt supérieur du pays**. Si la **méthode de travail** employée par les élus est **conforme à l'intérêt général**, nous ne ferons aucune observation ; si ce n'est pas le cas, **nous le ferons savoir**. Au plan des **idées**, nous **soutiendrons celles que nous partageons** avec les autres et ferons **connaître de manière constructive nos divergences...**

Etant dans l'opposition, comptez vous vous engager dans une démarche commune avec « Rassemblement et Enjeux », le « Parti monégasque », « le R.P.M », « P.F.M » ?

Non, car nous avons décidé dès le lendemain des élections et même avant **l'Assemblée Générale du 18 Mars 2008**, que nous continuerons à fonctionner dans une pleine liberté et indépendance afin de **préserver nos spécificités**.

Certes les élections nous ont beaucoup rapproché des membres de l'opposition, menant le même combat, mais nous pouvons avoir des positions différentes sur divers sujets et les membres de SYNERGIE MONEGASQUE ne souhaitent pas se compromettre dans **une discipline de parti ou une solidarité systématique de l'opposition**.

Grâce à une libre expression, nous communiquerons **« nos » positions** indépendamment de la majorité ou de l'opposition : **lorsqu'elles convergeront** avec les uns ou les autres, nous **soutiendrons ces positions**.

C'est pourtant à cause d'une troisième liste indépendante que l'opposition a échoué !

Nous sommes conscients que le **mode de scrutin** en vigueur **ne permet pas de place** pour une **troisième liste**. Sur ce sujet, nous avons espéré une **union de toute l'opposition** sur la base de **valeurs et projets communs**, comme nous l'avons fait avec P.F.M. A partir du moment où cela n'a pu se concrétiser, nous ne pouvions nous inscrire dans un assemblage opportuniste et de façade qui aurait été ensuite complexe à gérer au Conseil National.

Toutefois il est intéressant de préciser, puisque personne ne l'a jamais dit, que si les deux listes d'opposition s'étaient réunies, compte tenu du mode de scrutin, **le nombre de listes entières aurait été légèrement supérieur à celui de l'UPM** et le panachage aidant, **l'opposition serait devenue la majorité au Conseil National...**

Claude BOISSON faisait parti des leaders à qui l'on reprochait des ambitions politiques ?

SYNERGIE MONEGASQUE n'était pas un **parti autour d'un leader**, mais avait un **Président qui représentait un groupe** et qui a toujours pris en compte ce que le groupe souhaitait. C'est en effet un concept démocratique que les leaders et les partis politiques ne comprennent pas.

En matière « **d'ambition personnelle** » et surtout « **d'ego** » il n'a de leçon à recevoir de personne, puisqu'il avait su **renoncer au statut de vice-président** pour respecter ses engagements, ne voulait plus être candidat et a accepté de l'être sachant qu'il ne serait pas élu...

Le Président VALERI a parlé d'ouverture à l'opposition ; êtes vous favorable ?

Nous n'avons reçu aucune invitation à ce sujet. Il faudra nous expliquer ce que signifie « l'ouverture » et en quoi consiste t- elle ? Nous ne nous laisserons récupérer ou neutraliser par personne, mais nous sommes favorables à **participer à tout débat d'idée**, où **règne le respect de la différence**, que ce soit **avec la majorité ou avec des groupes d'opposition**, afin d'avoir des échanges constructifs pour l'avenir de notre pays ; au mieux, nous serons des « agitateurs d'idée ». SYNERGIE MONEGASQUE a déjà fait preuve d'ouverture en faisant partager ses réflexions à des élus, sur divers sujets (Culture, Handicaps, Sport). Nous sommes prêts à travailler avec toutes les personnes de bonne volonté.

Recrutez vous ?

L'aventure électorale et son échec ont permis aux membres de SYNERGIE de **renforcer leurs liens amicaux et les fondements de leur action**. Afin de préserver **cet esprit** et d'échapper au phénomène de masse pour justifier des adhérents, nous préservons **l'intégration progressive des membres dans le groupe** ; mais nos compatriotes sont les bienvenus...

Comment procédez vous dans votre action ?

Au préalable l'information est essentielle ; ainsi par exemple, comme tout le monde, nous désirons réfléchir sur le **développement durable**, mais avant de faire des déclarations, il faut **maîtriser le sujet**. Ainsi pour commencer, nous allons bientôt **visiter l'usine d'incinération** et voir **l'organisation du tri sélectif**. Sachons d'abord ce qui existe déjà à Monaco et ce qui se fait, avant de prétendre tout et n'importe quoi !

Avez vous déjà pris positions sur divers sujets ?

Oui, après **consultation** de documents d'information et de presse, d'un **débat** approfondi, suivi d'un **vote** qui permet de voir si une unanimité ou une majorité se dégage.

Nous prenons le temps de **poser les vrais problèmes de société**.

C'est cela notre côté « besogneux ».

Quelle est votre position sur le projet de loi sur le « tabagisme » ?

Nous sommes **favorables à un projet de loi contre le tabagisme** et nous sommes **défavorables à une mesure de dérogation pour permettre le tabac dans certains salons au Casino**. Sur un plan préventif, pour éviter le tabagisme passif, il n'y a pas une part du personnel qui peut être en contact avec le tabac et l'autre non. Nous sommes pourtant conscients de la réalité économique et donc du risque que des gros joueurs aux Jeux Européens décident de quitter le Casino de Monte Carlo. Or un joueur n'a plus le choix, puisqu'il n'y a aucun casino qui puisse l'accepter pour fumer dans les salons. Puisque la loi assortit l'interdiction à la création de fumeurs aménagés selon certaines normes, nous invitons la SBM à créer un **fumoir privé adjacent au salon privé réservé aux gros joueurs**, afin que

la plus grande proximité de l'espace fumeur de celui des jeux minimise le préjudice pour le joueur.

Vous paraît-il acceptable que la SBM subventionne l'ASM ?

Dans la situation actuelle c'est l'un des moyens de préserver l'**image** de l'A.S.M et donc de MONACO. Le statut de la S.B.M. permet de soutenir des activités sportives et culturelles ; la S.B.M. ne fait que remplir l'une de ses missions. Cela doit toutefois être assorti **d'une remise à plat de la gestion financière et des rémunérations...**

Auriez-vous demandé une contrepartie à la SBM comme l'a fait le Conseil National ?

Notre **position associative** et nos conceptions ne nous permettent pas de faire des marchandages ; Le sujet **social** de la SBM est autant à défendre que **l'avenir sportif et commercial** de l'ASM, mais **ce sont deux registres différents.**

Etes-vous pour ou contre l'I.M.G ?

Une **majorité du groupe est favorable** pour toutes les raisons clairement démontrées **par la majorité** du Conseil National et une **minorité est défavorable** pour les raisons d'éthique que défend la **communauté catholique** : c'est le **reflet de la réalité sociologique monégasque.** Nous sommes conscients que la religion d'Etat influence une position prudente de nos dirigeants...

Il était d'abord important que les personnes se parlent, s'écoutent et entendent les arguments de chacun pour **permettre le respect des convictions de chacun.**

Nous souhaitons que la commission gérée par le Gouvernement puisse travailler dans cet esprit d'ouverture.

Votre position sur le projet d'urbanisation en mer ?

Nous avons étudié le dossier et nous sommes favorables **à condition que toutes les réserves** émises par le Gouvernement en matière d'**environnement** soient prises en compte. Nous attendons des précisions en ce qui concerne **le montage juridique et financier**, ainsi que **l'évaluation du coût global pour l'Etat.** Nous apprécions le caractère de **confidentialité** apporté aux études afin d'éviter toute pression d'un quelconque candidat.

Souhaitez-vous une réforme du système pour les taxis ?

Nous sommes favorables au nouveau système de réservation « SAPHELEC », adapté à la spécificité monégasque. L'objectif doit être de **satisfaire le client** et préserver l'image de Monaco. Nous pensons qu'il faut davantage de taxis et que la licence doit rester attribuée aux Monégasques, et sans revente de celle-ci. En contrepartie, il faut un vrai service dans lequel s'engage tous les taxis.

Quels sont les sujets qui vous préoccupent le plus ?

Les deux sujets qui paraissent le plus complexe à gérer en Principauté et qui ont une grave incidence économique et sociale sont :

Les **conséquences de l'incidence des 35h en France, à Monaco, avec la disparition des minima catégoriels dans les différents secteurs professionnels**, d'où la situation de blocage entre le Patronat et les Syndicats, et la **réglementation du circuit protégé** qui ne satisfait actuellement **ni les locataires, ni les propriétaires !**

Il faut avoir le courage de traiter ces sujets en concertation avec les intéressés.

Des **projets de loi**, doivent combler des **vides juridiques** sur des sujets tels que : « **la corruption** », « **l'abus de biens sociaux** », « **l'emploi fictif** », « **le contrat de travail (dont**

le problème de l'article 6) », « la mensualisation du temps de travail », « l'intérim », « les violences conjugales »...

Au vue de vos réponses, on comprend mieux votre souci d'indépendance, puisque dans certains cas vous êtes d'accord avec la majorité et dans d'autre cas avec l'opposition !

Nous sommes en accord avec nous mêmes ; on peut seulement constater qu'en effet, **nos positions convergent tantôt avec les uns, tantôt avec les autres** ; c'est la raison pour laquelle nous avons souhaité conserver notre indépendance.

Comment voyez vous l'avenir électoral ?

Notre force de proposition est de ne dépendre d'aucun élu et de ne pas être dans l'urgence puisqu'il n'y a pas d'échéance électorale ; **nous ne ferons le jeu de personne et d'aucun parti**...cela nous permet **d'occuper un espace politique en toute liberté, d'ouvrir ou de participer à des débats d'idées, de s'informer, et de prendre des positions sur différents sujets politiques d'actualité, sans influence, sans ambitions personnelles et démagogie.** Pour nous c'est cela la vraie politique dans l'intérêt de notre pays : en cela **l'action politique associative** a un rôle prépondérant en Principauté.

Avant les élections, les autres groupes politiques **devront prendre en compte l'existence de SYNERGIE MONEGASQUE...**